

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 novembre 2012

Original: français

**Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-quatrième session,
27–31 août 2012**

N° 18/2012 (Burundi)

Communication adressée au Gouvernement le 26 avril 2012

Concernant: Crispin Mumango

Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication.

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe), le Groupe de travail a adressé la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer une base légale quelconque qui la justifie (comme le maintien en détention d'une personne au-delà de l'exécution de la peine ou malgré une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I) ;

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés proclamés dans les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en outre, en ce qui concerne les États parties, dans les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 du Pacte relatif aux droits civils et politiques (catégorie II) ;

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États

concernés, est d'une gravité telle qu'elle confère à la privation de liberté un caractère arbitraire (catégorie III) ;

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée sans possibilité de réexamen ou de recours administratif ou judiciaire (catégorie IV) ;

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M. Crispin Mumango Lwingo (ci-après M. Mumango), né à Bujumbura au Burundi, est un citoyen de la République démocratique du Congo (RDC). M. Mumango est infirmier et était superviseur au Centre de réhabilitation des victimes de torture de l'organisation non gouvernementale « Kataliko Actions for Africa », à Kamituga en RDC, au moment des faits.

4. Il a été rapporté que le 2 janvier 2012, M. Mumango a été arrêté à la frontière de Gatumba entre Bujumbura au Burundi, et Uvira en RDC, alors qu'il se rendait en RDC. Le même jour, M. Mumango a été placé en détention dans les locaux du Parquet de Bujumbura dans l'attente de sa comparution devant l'officier du Ministère public. Le 3 janvier 2012, M. Mumango a été présenté devant l'officier du Ministère public en présence de son avocat. Lors de l'audience, le Procureur de la République a ordonné l'incarcération de M. Mumango à la prison centrale de Mbimba pour les motifs suivants: détournement de l'argent du centre de santé « la Sagesse de Bwiza » appartenant à l'association des volontaires pour la promotion de la santé, dont M. Mumango est l'un des coordinateurs ; et refus de comparaître devant le Procureur de la République. L'avocat de M. Mumango se serait opposé, en vain, à la décision d'incarcérer son client arguant du fait qu'un conflit d'intérêt entre M. Mumango et l'un des membres de l'association des volontaires pour la promotion de la santé était à la base de l'accusation de détournement d'argent. Le conseil de M. Mumango a également indiqué au Procureur de la République que cette affaire civile était pendante devant le tribunal de grande instance de Bujumbura.

5. Le 9 mars 2012, soit plus de deux mois après son incarcération, M. Mumango a comparu devant la Chambre du Conseil et s'est vu refuser sa demande de libération provisoire. L'affaire a été mise en délibéré pour le jugement qui n'a pas, à ce jour, été prononcé. La source rapporte que M. Mumango est toujours détenu à la prison centrale de Mbimba.

6. La source soulève que la privation de liberté de M. Mumango est arbitraire et contraire aux dispositions contenues dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (le Pacte) auquel le Burundi est partie. Le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte dispose que « tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement ».

7. Par ailleurs, l'alinéa *c* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte dispose que toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, « à être jugée sans retard excessif ».

8. D'après la source, la détention de M. Mumango n'est pas conforme au Code de procédure pénale du Burundi, notamment à l'article 72, lequel préconise que les individus placés en détention préventive doivent pouvoir comparaître devant un juge dans un délai de 15 jours à compter de la date de leur incarcération. En l'espèce, la détention provisoire de M. Mumango a été ordonnée plus de deux mois avant qu'il compareaisse devant la Chambre du Conseil et le jugement n'a toujours pas été rendu à ce jour.

Réponse du Gouvernement

9. Par lettre datée du 26 avril 2012, le Groupe de travail avait saisi le Gouvernement en vue d'obtenir de sa part une réaction par rapport aux allégations contenues dans la communication. À l'expiration du délai de soixante jours qui lui était imparti, il n'a pas réagi et n'a pas non plus sollicité avant l'expiration dudit délai une prorogation de celui-ci, comme l'y autorisent les dispositions du paragraphe 15 des méthodes de travail du Groupe.

10. Dans ces conditions, ce dernier est fondé à rendre un avis sur la base des informations dont il dispose.

Discussion

11. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas collaboré avec lui, afin de lui apporter des éléments d'appréciation.

12. À la lumière de l'information mise à disposition du Groupe, deux questions se posent dans le cas d'espèce.

13. Premièrement, le Groupe constate que M. Mumango n'a été traduit devant la justice que deux mois après son arrestation. Le Groupe, en rappelant sa position constante ainsi que celle du Comité des droits de l'homme, considère que le « plus court délai » prévu dans le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte, fait référence aux premiers jours suivant la privation de liberté. La détention avant jugement doit être l'exception et la libération sous caution doit être accordée, sauf dans les cas où le suspect risque de se cacher ou de détruire des preuves, de faire pression sur les témoins ou de quitter le territoire de l'État partie (voir, par exemple, les communications n° 526/1993, *Hill c. Espagne*, (par. 12.3) ; n° 1887/2009, *Juan Peirano Basso c. Uruguay* (par. 10.2)). Le Gouvernement du Burundi n'a fourni aucune justification pour le délai de deux mois avant de faire comparaître M. Mumango devant la justice. Il n'a pas non plus clarifié les raisons pour lesquelles sa demande de mise en liberté provisoire a été rejetée. Ainsi, le Groupe conclut que la détention de M. Mumango n'est pas conforme aux dispositions prévues dans le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte.

14. La deuxième question fondamentale dans le cas d'espèce est que M. Mumango, arrêté le 2 janvier 2012 et jugé le 9 mars 2012, est toujours en prison depuis plus de cinq mois après la fin de son procès et attend que la décision soit rendue, sans qu'il puisse en outre connaître la date à laquelle elle le sera.

15. L'alinéa *c* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte prescrit que toute personne accusée d'une infraction pénale a le droit d'être jugée sans retard excessif. Les observations du Comité des droits de l'homme, dans son observation générale n° 32 (2007) sur cette garantie fondamentale d'une bonne administration de la justice, s'appliquent non seulement au délai dans lequel la personne doit être jugée, mais aussi à celui dans lequel le jugement doit être rendu.

16. Le délai prévu dans l'alinéa *c* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte doit être examiné en vue de l'ensemble des circonstances du cas et de sa complexité factuelle et juridique. Le Groupe de travail rappelle que le droit de l'accusé d'être jugé sans retard excessif vise certes à éviter de laisser trop longtemps des individus dans un état d'incertitude concernant leur sort et, s'ils sont placés en détention pendant la durée du procès, à garantir que la privation de liberté ne dure pas plus longtemps qu'il n'est nécessaire dans les circonstances d'une affaire particulière, mais vise aussi à servir les intérêts de la justice (voir l'observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme, par. 35).

17. La garantie d'être jugé sans retard excessif doit aussi être assurée pendant toute la durée du procès, incluant les jugements en instance et en appel. Or, l'appel ne peut être interjeté qu'à partir de la décision rendue en première instance, ce qui suppose que cette date soit connue de l'accusé (voir l'observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme relative à l'article 14, Droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable (par. 35) ; voir également les communications n° 526/1993, *Hill c. Espagne* (par. 12.3) ; n° 1089/2002, *Rouse c. Philippines* (par. 7.4) et n° 1085/2002, *Taright, Touadi, Remli et Yousfi c. Algérie*, (par. 8.5). Dans le cas présent, non seulement le jugement n'a pas été rendu depuis plus de cinq mois après le procès, mais l'accusé ne connaît pas non plus la date à laquelle il le sera et cette situation viole les dispositions de l'alinéa *c* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte précité. De même, la nature du délit reproché à M. Mumango ne justifie aucunement un tel délai.

Avis et recommandations

18. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail est d'avis que:

La détention de M. Crispin Mumango Lwingo est arbitraire car elle contrevient aux dispositions des articles 9, paragraphe 3 et 14, paragraphe 3, alinéa *c*, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Sa détention relève de la catégorie III des catégories de détention arbitraire auxquelles le Groupe de travail se réfère dans sa considération des cas qui lui sont présentés.

19. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de bien vouloir procéder à la libération immédiate de M. Mumango, d'envisager la réparation du préjudice qu'il aurait subi du fait de sa détention, et de mieux coopérer à l'avenir avec le Groupe de travail, comme l'y invitent les résolutions pertinentes du Conseil des droits de l'homme en la matière.

[Adopté le 27 août 2012]